LA RADIATION DES CADRES

PRINCIPE GÉNÉRAL

La cessation définitive de fonctions qui entraîne radiation des cadres et perte de la qualité de fonctionnaire résulte :

- de l'admission à la retraite ;
- de la démission régulièrement acceptée ;
- du licenciement ;
- de la révocation.

Article 24 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

L'admission à la retraite est accordée soit pour la liquidation de la pension de retraite soit à la suite de l'inaptitude totale et définitive de l'agent sans possibilité de reclassement.

La radiation des cadres est prononcée lorsque l'agent demande la liquidation de sa pension de retraite.

La radiation des cadres est prononcée d'office lorsque l'agent a atteint la limite d'âge de son emploi.

La radiation des cadres pour inaptitude totale aux emplois du grade sans possibilité de reclassement est prononcée soit à tout moment à la demande de l'agent soit d'office à l'issue des droits statutaires à congé de l'agent.

L'ADMISSION À LA RETRAITE

PRINCIPE GÉNÉRAL

Le fonctionnaire qui remplit les conditions de liquidation d'une pension civile de retraite ou d'une pension CNARACL de retraite peut être radié des cadres puis être admis à la retraite.

L'acte de radiation des cadres spécifie les circonstances susceptibles d'ouvrir droit à pension et vise les dispositions légales invoquées à l'appui de cette décision.

Cependant, les énonciations de cet acte ne peuvent préjuger ni la reconnaissance effective du droit à pension, ni les modalités de liquidation de la pension, ces dernières n'étant déterminées que par l'arrêté de concession de pension (titre).

*Article R. 4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite
CAA, Bordeaux, 14 février 2000*

Pour bénéficier d'un droit à pension, le fonctionnaire doit remplir deux conditions :

- une condition de durée de service ;
- une condition d'âge.

CONSTITUTION DES DROITS À PENSION

La réforme des retraites du 9 novembre 2010 a ramené la condition d'âge de 15 à 2 ans de service pour les radiations des cadres à compter du 1^{er} janvier 2011.

*Article L. 4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite
Article R. 4-1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite
Article 7 décret 2003-1306
Décret n° 2010-1740*

Ainsi, un agent licencié à compter du 1^{er} janvier 2011 pourra bénéficier d'une pension civile ou CNARACL de retraite dès lors qu'il a deux ans de service.

Cette condition de durée de service n'est pas applicable aux pensions d'invalidité.

L'ÂGE D'OUVERTURE DES DROITS À PENSION

L'âge d'ouverture des droits à pension des fonctionnaires dépend de la catégorie d'emploi.

Les emplois sédentaires

L'âge d'ouverture des droits à pension pour un agent au titre de la catégorie sédentaire est de 62 ans pour les agents nés à compter du 1^{er} janvier 1955.

De manière transitoire l'âge d'ouverture de droit va évoluer en fonction de l'année de naissance de l'agent de la manière suivante :

- agents nés à partir du 1^{er} juillet 1951 : 60 ans 4 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1952 : 60 ans 9 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1953 : 61 ans 2 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1954 : 61 ans 7 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1955 : 62 ans

Loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité sociale pour 2012

Les emplois actifs

Les agents qui réunissent un certain nombre d'années sur des emplois classés dans la catégorie active bénéficient d'un âge d'ouverture de droit fixé à 57 ans pour les agents nés à compter du 1^{er} janvier 1960.

De manière transitoire, l'âge d'ouverture des droits des agents réunissant les conditions de durée de service dans un emploi classé dans la catégorie active bénéficient d'une ouverture de droit :

- agents nés à partir du 1^{er} juillet 1956 : 55 ans 4 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1957 : 55 ans 9 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1958 : 56 ans 2 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1959 : 56 ans 7 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1960 : 57 ans

Par ailleurs, pour bénéficier d'une ouverture de droit au titre de la catégorie active, il faut avoir été en service pendant une durée de 17 ans sur un emploi classé dans la catégorie active.

De manière transitoire, le nombre d'année de service actif évolue de la manière suivante :

Année au cours de laquelle est atteinte la durée de services de quinze ans applicables antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 9 novembre 2010 susvisée	Nouvelle durée de service
1 ^{er} juillet 2011	15 ans et 4 mois
2012	15 ans et 9 mois
2013	16 ans et 2 mois
2014	16 ans et 7 mois
2015	17 ans

Preuve de la catégorie active

Le juge administratif considère que l'appréciation de la catégorie active se fait en fonction de la réalité des fonctions exercées par le requérant, nonobstant les grades successifs qui lui ont été conférés par son employeur.

Ainsi, l'agent qui a exercé pendant plus de quinze ans les fonctions d'éboueur, qui sont classées dans la catégorie active, bien qu'il ait été initialement recruté en qualité d'ouvrier d'entretien de la voie publique puis promu aux grades de conducteur auto-poids lourd puis de conducteur spécialisé peut bénéficier de sa pension au titre de la catégorie active.

CE, n° 282471, 4 août 2006

DATE D'EFFET DE LA RADIATION DES CADRES

La date d'effet d'une pension civile ou CNRACL ne peut théoriquement pas avoir d'effet rétroactif avant la radiation des cadres.

Cependant, la réglementation prévoit que la mise en paiement de la pension de retraite peut être antérieure à la date de la décision de radiation des cadres lorsque cette décision doit nécessairement avoir un effet rétroactif en vue soit :

- d'appliquer des dispositions statutaires obligeant à placer l'intéressé dans une position administrative régulière ;
- de tenir compte de la survenance de la limite d'âge ;
- de redresser une illégalité.

Article R. 36 du CPCMR

Article 27 du décret n° 2003-1306

LA DEMANDE DE RETRAITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT : LE COMPTE INDIVIDUEL DE RETRAITE (CIR)

Principe

Le décret du 26 août 2010 créé un compte individuel de retraite dans la Fonction publique de l'État.

Ce compte, géré par le service chargé de la mise en œuvre de la gestion administrative et financière du régime de retraite et d'invalidité des fonctionnaires civils et militaires de l'État – le service des retraites de l'État (SRE) – est constitué, pour chaque fonctionnaire à compter de la date de son affiliation au régime spécial des fonctionnaires, un compte individuel de retraite.

Article R. 65 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Alimentation du compte

Principe

Les administrations ou établissements de l'État ou tous autres organismes employeurs de fonctionnaires de l'État transmettent au SRE, au plus tard le 31 janvier chaque année, tout au long de la carrière des intéressés, les informations à porter à leur compte individuel de retraite.

Lorsque l'agent interrompt son activité en cours d'année, l'employeur doit, au plus tard deux mois avant la radiation des cadres du fonctionnaire, communiquer au service des retraites de l'État les données relatives à la dernière situation d'activité de l'intéressé nécessaires à la liquidation de sa pension.

Article R. 65 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Article D. 21-2 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Informations à porter au CIR

L'employeur porte au CIR :

- 1° Le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) et les nom de naissance, nom d'usage et prénoms de l'intéressé, le sexe, la date et le lieu de naissance, le territoire de naissance en cas de naissance à l'étranger ;
- 2° L'adresse du fonctionnaire ou du militaire et, le cas échéant, celle de ses ayants cause ;
- 3° La situation matrimoniale du fonctionnaire ou militaire et l'état civil du conjoint et, le cas échéant, des ex-conjoints ainsi que leur numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ;
- 4° Les données relatives aux enfants : état civil, lien de filiation, durées d'éducation ;
- 5° Les données relatives au déroulement de carrière de l'intéressé : dates de nomination, emplois ou grades, échelons successivement détenus, indices de rémunération, catégories de services, positions statutaires occupées, quotités de temps de travail, périodes de congés lorsque ces derniers ont une incidence sur la constitution du droit à pension ou la liquidation ;
- 6° Les périodes rachetées au titre des années d'études et les périodes de services de non-titulaire validées ;
- 7° Les données relatives au service national : périodes et formes ;
- 8° Pour les périodes effectuées à temps partiel à partir du 1^{er} janvier 2004, celles qui, le cas échéant, ont donné lieu à surcotisation ;
- 9° Les données relatives au départ à la retraite par anticipation ;
- 10° Les périodes et les modalités de réduction ou d'interruption d'activité mentionnées à l'article *R. 9*, congé parental, congé de présence parentale, disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans, temps partiel de droit pour élever un enfant - les nom, prénoms et date de naissance de l'enfant et, en cas de temps partiel de droit pour raisons familiales, la ou les quotités utilisées ;

11° Les bonifications indiciaires, les bonifications, bénéfiques et majorations de durées d'assurance et les majorations de pension acquises au cours de la carrière ;

12° Le cas échéant, toutes périodes pouvant être prises en compte pour la retraite en vertu de textes particuliers ;

13° Le cas échéant, les durées d'assurance acquises auprès d'autres régimes d'assurance vieillesse ;

14° Les données relatives aux options de nature à entraîner la liquidation de la pension sur un traitement différent de celui afférent aux grade, classe et échelon mentionnés au premier alinéa de l'article L. 15 ;

15° Les données relatives à la cessation définitive d'activité : date de la décision et date d'effet de la radiation des cadres, date de cessation des services valables pour la retraite ;

16° Le cas échéant, les données relatives à l'invalidité ;

17° Le cas échéant, la date du décès de l'intéressé en activité.

Article D. 21-1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Contrôle du SRE

Le SRE peut demander, pour assurer sa mission de contrôle, y compris après la concession de la pension, communication de tout ou partie des pièces justificatives des informations portées au compte individuel de retraite.

Au vu de ces pièces, toute erreur affectant ces informations peut être rectifiée par le service des retraites de l'État.

Article D. 21-2 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Procédure de demande de pension

Demande de radiation des cadres

Le fonctionnaire dépose sa demande d'admission à la retraite, par la voie hiérarchique, au moins six mois avant la date à laquelle il souhaite cesser son activité, auprès du service gestionnaire dont il relève.

La décision de radiation des cadres prononcée pour un motif autre que l'invalidité doit être prise dans les deux mois qui suivent le dépôt de la demande d'admission à la retraite et, en tout état de cause, quatre mois au moins avant la date à laquelle elle prend effet.

La décision de radiation des cadres par limite d'âge doit être prise quatre mois au moins avant la date à laquelle elle prend effet.

La décision de radiation des cadres est communiquée sans délai au service des retraites de l'État.

Article D. 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Demande de pension

Le fonctionnaire, dépose sa demande de pension six mois avant la date à laquelle il souhaite cesser son activité auprès du service des retraites de l'État.

La pension est concédée au plus tard un mois avant la date d'effet de la radiation des cadres.

En cas de maintien en fonctions ou en activité en surnombre, au-delà de la limite d'âge, la pension est concédée au plus tard un mois avant le terme de ce maintien.

L'ayant cause du fonctionnaire, du magistrat ou du militaire décédé avant ou après son admission à la retraite dépose sa demande de pension de réversion auprès du service des retraites de l'État.

Article D. 20 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Calcul de la pension

Le SRE liquide, à partir de ce compte et après contrôle des informations y figurant, ainsi que des durées d'assurance et des périodes reconnues équivalentes validées dans un ou plusieurs autres régimes de retraite de base obligatoires, la pension de l'intéressé, celle de ses ayants cause ou, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité est liquidée et concédée par arrêté du ministre chargé du budget.

Article R. 65 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Entrée en vigueur

Le CIR entre en vigueur au plus tard au **31 décembre 2014**.

Article 6 du décret n° 2011-616 du 30 mai 2011 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code des pensions civiles et militaires de retraite et portant abrogation du décret n° 80-792 du 2 octobre 1980 tendant à accélérer le règlement des droits à pension de retraite de l'État modifié par l'article 2 du décret n° 2013-39 du 10 janvier 2013 relatif à l'admission à la retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires

Article 2 du décret n° 2010-981 du 26 août 2010 relatif au compte individuel de retraite et à la procédure de liquidation des droits à pension de retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires modifié par l'article 2 du décret n° 2013-186 du 1^{er} mars 2013 relatif à la procédure de liquidation des droits à pension de retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires

LA LIMITE D'ÂGE

Les fonctionnaires ne peuvent servir au-delà de la limite d'âge.

Cette limite d'âge est fonction de la catégorie d'emploi dans lequel sert le fonctionnaire.

LIMITE D'ÂGE DES SÉDENTAIRES

La limite d'âge des fonctionnaires sur des emplois sédentaires est, avec la réforme des retraites du 9 novembre 2010 fixée à 67 ans.

Article 1 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public

De manière transitoire la limite d'âge va évoluer en fonction de l'année de naissance de l'agent de la manière suivante :

- agents nés à partir du 1^{er} juillet 1951 : 65 ans 4 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1952 : 65 ans 9 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1953 : 66 ans 2 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1954 : 66 ans 7 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1955 : 67 ans.

Les emplois actifs

Les agents exerçant leurs fonctions sur des emplois classés dans la catégorie active ont une limite d'âge fixée à 62 ans pour les agents nés à compter du 1^{er} janvier 1961.

De manière transitoire, la limite d'âge des agents servant sur un emploi classé dans la catégorie active évolue de la manière suivante :

- agents nés à partir du 1^{er} juillet 1956 : 60 ans 4 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1957 : 60 ans 9 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1958 : 61 ans 2 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1959 : 61 ans 7 mois ;
- agents nés à partir du 1^{er} janvier 1960 : 62 ans.

Un fonctionnaire ne peut par principe servir au-delà de la limite d'âge applicable à son emploi.

Cependant, il existe deux types de moyens pour passer outre cette limite :

- le recul de la limite d'âge ;
- le maintien en activité.

Le recul de la limite d'âge

Le recul de la limite d'âge est octroyé au fonctionnaire parent d'un enfant à charge au moment où il atteint cette limite ainsi qu'aux fonctionnaires parents, à 50 ans, de 3 enfants vivants.

Le recul de la limite d'âge pour enfant à charge

Les limites d'âge sont reculées d'une année par enfant à charge.

Les enfants pris en compte sont ceux qui sont définis par les lois et règlements régissant l'attribution des prestations familiales, ainsi que ceux qui ouvrent droit au versement de l'allocation aux adultes handicapés.

Ce recul est limité à trois ans.

Le recul de la limite d'âge est de droit.

Article 4 de la loi 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté

Ainsi un fonctionnaire parent d'un enfant à charge à l'âge au moment où il atteint la limite d'âge de son emploi pourra bénéficier d'un recul de sa limite d'âge.

Un fonctionnaire né en 1955, nommé sur un emploi sédentaire lorsqu'il atteint la limite d'âge de son emploi pourra bénéficier d'un recul de cette dernière d'un an par enfant à charge. S'il a un enfant à charge, son âge limite sera reculé de 66 ans et 8 mois à 67 ans et 8 mois.

Un fonctionnaire né en 1958 nommé sur un emploi classé dans la catégorie active lorsqu'il atteint la limite d'âge de son emploi pourra bénéficier d'un recul de cette dernière d'un an par enfant à charge. S'il a deux enfants à charge, son âge limite sera reculé de 61 ans à 62 ans.

Le recul de la limite d'âge pour 3 enfants à l'âge de 50 ans

La limite d'âge est également reculée d'une année pour tout fonctionnaire qui, au moment où il atteignait sa cinquantième année, était parent d'au moins trois enfants vivants.

Le recul de la limite d'âge à ce titre n'est accordé que si l'agent est apte à servir.

Article 4 de la loi 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté

Cumul entre les deux reculs

Le recul de la limite d'âge pour trois enfants vivants à l'âge de 50 ans ne peut se cumuler avec le recul de la limite d'âge pour enfant à charge que si :

- l'un des enfants à charge est atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80% ;
- l'un des enfants à charge ouvre droit au versement de l'allocation aux adultes handicapés.

Article 4 de la loi 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté

Le maintien en activité

En sus des droits au recul de la limite d'âge, les fonctionnaires peuvent bénéficier d'une prolongation d'activité.

Cette prolongation d'activité peut être accordée pour trois motifs :

- lorsque l'agent ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension de retraite à taux plein ;
- lorsque le maintien en activité de l'agent est commandé par l'intérêt du service ;
- pour les agents nommés sur des emplois classés dans la catégorie active.

La prolongation d'activité

Les fonctionnaires dont la durée des services liquidables est inférieure à celle nécessaire pour bénéficier d'une pension de retraite à taux plein peuvent, lorsqu'ils atteignent les limites d'âge qui leur sont applicables être maintenus en activité.

Cette prolongation d'activité ne peut avoir pour effet de maintenir le fonctionnaire concerné en activité au-delà de la durée des services liquidables nécessaire pour avoir le taux plein ni au-delà d'une durée de dix trimestres.

- aux corps auxquels ils appartiennent, sur leur demande, sous réserve de l'intérêt du service et de leur aptitude physique.

Cette prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge, dans la limite de 10 trimestres est accordée :

- sur demande de l'agent ;
- si la durée d'assurance liquidable est inférieure à la durée requise pour le taux maximum ;
- sous réserve des droits au recul de la limite d'âge liés aux enfants ;
- sous réserve de l'intérêt du service ;
- sous réserve de l'aptitude physique à l'emploi.

Cette prolongation d'activité est prise en compte au titre de la constitution et de la liquidation du droit à pension.

Article 1-1 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984

Prolongation d'activité des fonctionnaires sur des emplois classés dans la catégorie active

Tout fonctionnaire qui atteint la limite d'âge qui lui est applicable peut demander, si cette dernière est inférieure à la limite d'âge des fonctionnaires en catégorie sédentaire une prolongation d'activité jusqu'à la limite d'âge des fonctionnaires en catégorie sédentaire, sous réserve de son aptitude physique.

Article 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984

Articulation avec le recul de la limite d'âge et la prolongation d'activité

La prolongation d'activité pour les fonctionnaires ayant une limite d'âge inférieure à celle des catégories actives peut être accordée lorsque le fonctionnaire atteint la limite d'âge statutaire, après application :

- des droits à recul de limite d'âge pour charges de famille ;
- du régime de prolongation d'activité des agents n'ayant pas le nombre de trimestres pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Article 2 du décret n° 2009-1744 du 30 décembre 2009 pris pour l'application de l'article 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public

Aptitude physique

La prolongation d'activité ne peut être demandée par les fonctionnaires qui, à la date de leur limite d'âge, sont placés en congé de longue maladie, en congé de longue durée ou accomplissent un service à temps partiel pour raison thérapeutique.

Article 3 du décret n° 2009-1744 du 30 décembre 2009

Procédure

Demande de l'agent

La demande de prolongation d'activité est présentée par le fonctionnaire à l'employeur public, qui en accuse réception, au plus tard 6 mois avant la survenance de la limite d'âge.

Appréciation de l'aptitude médicale

La demande est accompagnée d'un certificat médical délivré par un médecin agréé ou par le médecin habilité à apprécier l'aptitude physique du fonctionnaire, appréciant, au regard du poste occupé, l'aptitude physique de l'intéressé.

Préalablement à l'établissement du certificat médical, le médecin peut demander à l'employeur public la transmission de toute information utile relative aux conditions actuelles d'exercice et aux sujétions du poste occupé. L'intéressé reçoit communication de l'ensemble des documents transmis par l'employeur.

Le demandeur et l'employeur public peuvent contester les conclusions du certificat médical devant le comité médical.

La décision de l'employeur public intervient au plus tard trois mois avant la survenance de la limite d'âge.

Décision de l'employeur

Le silence gardé pendant plus de trois mois sur la demande de prolongation vaut décision implicite d'acceptation.

L'employeur délivre à la demande de l'intéressé une attestation d'autorisation à la poursuite d'activité.

Toutefois, aucune décision ne peut intervenir avant que le comité médical, lorsqu'il est saisi, ne se soit prononcé sur l'aptitude physique de l'intéressé. La décision de l'employeur public intervient au plus tard un mois après l'avis du comité médical.

Le fonctionnaire reste en fonction jusqu'à l'intervention de la décision administrative.

La décision de l'employeur est uniquement subordonnée à l'aptitude physique de l'agent et non à la nécessité de service.

Article 4 du décret n° 2009-1744 du 30 décembre 2009

Circulaire n° DGAFF/DGCL/DHOS/ du 25 février 2010 relative au décret n° 2009-1744 du 30 décembre 2009 pris pour l'application de l'article 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public

Le terme de la prolongation d'activité

Demande de l'agent

Le fonctionnaire maintenu en activité peut à tout moment demander à être admis à la retraite.

Il doit présenter sa demande au moins six mois avant la date à laquelle il souhaite cesser son activité.

Aptitude physique

Si le fonctionnaire devient physiquement inapte à ses fonctions au cours de la période de prolongation, celle-ci prend fin.

Les fonctionnaires admis à prolonger leur activité ne peuvent pas, à l'expiration de leurs droits à congé de maladie, être placés en congé de longue maladie, en congé de longue durée ou accomplir un service à temps partiel pour raison thérapeutique.

Si leur état de santé correspond aux conditions médicales de ces situations, leur admission à la retraite est prononcée.

L'employeur public peut, à tout moment de la période de prolongation d'activité et notamment préalablement à tout changement de poste, demander au fonctionnaire de présenter, dans un délai d'un mois, un certificat médical.

Lorsqu'une visite médicale périodique est prévue, l'avis médical émis à cette occasion peut remplacer le certificat médical.

Le fonctionnaire et l'employeur public peuvent contester les conclusions du certificat médical ou de l'avis qui en tient lieu devant le comité médical.

Si, au vu du certificat, ou, le cas échéant, de l'avis du comité médical, l'employeur public décide de mettre fin à la prolongation d'activité, il notifie sa décision à l'intéressé au plus tard trois mois avant sa date d'effet.

Articles 3 et 5 du décret n° 2009-1744 du 30 décembre 2009

Circulaire n° DGAFP/DGCL/DHOS/ du 25 février 2010 relative au décret n° 2009-1744 du 30 décembre 2009 pris pour l'application de l'article 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public

Cette prolongation d'activité est prise en compte au titre de la constitution et de la liquidation du droit à pension et peut ouvrir droit à la surcote.

Article 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984

MAINTIEN EN FONCTION DES FONCTIONNAIRES NOMMÉS SUR DES EMPLOIS FONCTIONNELS DE L'ÉTAT

Les fonctionnaires occupant, lorsqu'ils atteignent la limite d'âge qui leur est applicable, un des emplois supérieurs laissés à la discrétion du gouvernement prévus à l'article 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État peuvent être, à titre exceptionnel, dans l'intérêt du service et avec leur accord, maintenus dans cet emploi pour une durée maximale de deux ans, par une décision prise dans les mêmes formes que leur nomination.

Cette décision fixe la durée du maintien dans les fonctions, auquel il peut être mis fin à tout moment.

La radiation des cadres et la liquidation de la pension des fonctionnaires maintenus dans leur emploi en application du présent article sont différées à la date de cessation de leur prolongation d'activité.

Article 3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984

MAINTIEN TEMPORAIRE EN FONCTION DANS L'INTÉRÊT DU SERVICE

Un fonctionnaire qui a atteint la limite d'âge qui lui est applicable peut être maintenu temporairement en fonction dans l'intérêt du service.

La période de maintien en fonction dans l'intérêt du service n'est prise en compte dans les droits à pensions que dans la limite du nombre de trimestres nécessaires pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Article L. 26 bis du CPCMR

Article 10 du décret n° 2003-1306

LA RADIATION DES CADRES POUR INVALIDITÉ

PRINCIPE GÉNÉRAL

En cas d'avis défavorable du comité médical après un congé ordinaire de maladie de 12 mois, un congé de longue maladie ou de longue durée, l'agent est, s'il est reconnu définitivement inapte à l'exercice de tout emploi, admis à la retraite au titre de l'invalidité.

Article 27 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986

Article 17 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987

Article 17 du décret n° 88-386 du 19 avril 1988

LA DEMANDE DE RADIATION DES CADRES

La radiation des cadres sur demande de l'agent

La radiation des cadres pour invalidité peut être demandée par l'agent concerné à tout moment. Que ce soit en service, pendant une période de congé maladie, à l'expiration d'une période de congé ou à l'expiration d'un congé ordinaire de maladie un congé de longue maladie ou un congé de longue durée.

Article 39 du décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales

Article L. 29 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

La radiation des cadres d'office

Le fonctionnaire civil qui se trouve dans l'incapacité permanente de continuer ses fonctions en raison d'une invalidité ne résultant pas du service et qui n'a pu être reclassé dans un autre corps en peut être radié des cadres par anticipation d'office.

Le moment de la radiation des cadres d'office

La radiation des cadres est prononcée sans délai si l'inaptitude résulte d'une maladie ou d'une infirmité que son caractère définitif et stabilisé ne rend pas susceptible de traitement, ou à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de sa mise en congé si celle-ci a été prononcée au titre d'un congé ordinaire de maladie ou de longue maladie.

Un agent peut être radié des cadres pour inaptitude totale et définitive à toute fonction sans possibilité de reclassement sans pour autant avoir bénéficié d'un congé de longue maladie ou de longue durée.

Le juge administratif considère que le fonctionnaire qui a épuisé ses droits au congé de maladie ordinaire et qui a été reconnu définitivement inapte à l'exercice de tout emploi ne peut prétendre au bénéfice d'un congé de longue maladie ou de longue durée, lesquels ne peuvent être accordés qu'aux agents susceptibles d'être reconnus aptes à la reprise d'un emploi, et est rayé des cadres.

CE, 23 février 2009, n° 308923

Cependant, l'employeur ne pourra d'office radier un agent bénéficiaire d'un congé de longue durée avant l'épuisement de ce dernier.

Procédure

L'inaptitude totale et définitive de l'agent sans possibilité de reclassement est prononcée après avis de la commission de réforme.

Rémunération

Pendant la période de traitement du dossier d'inaptitude totale et définitive puis de la pension d'invalidité, le paiement du demi-traitement est maintenu à l'agent jusqu'à la date de la décision d'admission à la retraite.

Conformément à la réglementation en vigueur, si l'acte de radiation des cadres spécifie les circonstances susceptibles d'ouvrir droit à pension et vise les dispositions légales invoquées à l'appui de cette décision, les énonciations de cet acte ne peuvent préjuger ni la reconnaissance effective du droit, ni les modalités de liquidation de la pension, ces dernières n'étant déterminées que par l'arrêté de concession de pension.

Article R.4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Un arrêté admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à pension de retraite au titre d'une invalidité non imputable au service n'a ni pour objet, ni pour effet de lui ouvrir droit à pension civile d'invalidité.

CAA, Bordeaux, 14 février 2000

TA, Poitiers, n° 0600914, 4 avril 2007

La décision d'admission à la retraite est donc la date de concession de la pension même si cette dernière a un effet rétroactif.

Le fonctionnaire pourra donc bénéficier de son demi-traitement jusqu'à la date de concession de sa pension.

Position statutaire

Pendant la période séparant la fin du congé ordinaire de maladie de la radiation des cadres, aucune disposition réglementaire ne prévoit de position statutaire particulière.

Cependant, le juge administratif considère que l'autorité administrative peut placer le fonctionnaire, qui a épuisé ses droits à congés et qui a été jugé définitivement inapte à l'exercice de tout emploi d'office en position de disponibilité jusqu'à ce que la commission de réforme se soit prononcée sur sa radiation des cadres.

CE, n° 249049, 13 février 2004

L'employeur peut donc placer l'agent en disponibilité d'office jusqu'à l'avis de la commission de réforme.

Date d'effet de la pension

La date d'effet d'une pension civile ou CNRACL ne peut théoriquement pas avoir d'effet rétroactif avant la radiation des cadres.

Cependant, la réglementation prévoit que la mise en paiement de la pension de retraite peut être antérieure à la date de la décision de radiation des cadres lorsque cette décision doit nécessairement avoir un effet rétroactif en vue soit :

- d'appliquer des dispositions statutaires obligeant à placer l'intéressé dans une position administrative régulière ;
- de tenir compte de la survenance de la limite d'âge ;
- de redresser une illégalité.

Article R.36 du CPCMR

Article 27 du décret n° 2003-1306

Le caractère rétroactif de la décision de radiation des cadres doit donc être motivé par la nécessité de placer l'agent dans une position statutaire régulière.

Par suite, le paiement de la pension aura ou non un effet rétroactif antérieur à la radiation des cadres en fonction de la position statutaire de l'agent entre la fin du congé ordinaire de maladie et la radiation des cadres :

- si l'employeur met, en suivant la jurisprudence du conseil d'État l'agent en disponibilité pour raison de santé dans l'attente des avis nécessaires à la radiation des cadres, la pension sera versée à compter de la radiation des cadres ;
- si l'employeur ne met l'agent en disponibilité d'office pour raison de santé durant la période qui sépare la fin du congé ordinaire de maladie de la radiation des cadres, la pension pourra avoir un effet rétroactif au dernier jour de la position statutaire.

Le remboursement du demi-traitement

L'agent qui bénéficie du versement d'un demi traitement versé par l'employeur jusqu'à la date d'admission à la retraite, mais également du versement rétroactif de sa pension, cumulera sur une période, le demi-traitement et sa pension.

Aucune disposition réglementaire n'encadre le traitement de cette question mais deux pratiques sont appliquées.

Dans la fonction publique de l'État

Le service des pensions estime que, dans l'hypothèse d'une pension comportant un effet rétroactif, le comptable assignataire chargé du paiement de la pension devra déduire des premiers arrérages le demi-traitement perçu par l'intéressé jusqu'à la date de la décision prononçant son admission à la retraite.

C'est donc au comptable assignataire de déduire les sommes et non à l'agent de les rembourser.

BO du service des pensions n° 452

Dans la fonction publique territoriale et hospitalière

Généralement, la CNRACL procède au versement rétroactif de la pension sans tenir compte du traitement maintenu ; c'est alors l'employeur qui obtient, directement auprès de l'agent, le remboursement des sommes versées concomitamment.

Cependant, aucune jurisprudence n'est venue asseoir ces pratiques.

PAIEMENT DES JOURS INSCRITS AU CET

Dans une réponse à une question au gouvernement le ministre de la fonction publique estime qu'un agent de la Fonction publique Territoriale ne peut pas bénéficier du paiement des jours inscrits au CET au moment de sa radiation des cadres pour invalidité.

En effet, le ministre rappelle que le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ne prévoit pas d'indemnisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps, au profit des agents admis à la retraite pour invalidité.

JO de l'Assemblée Nationale du 24 septembre 2013 - Question n° 26361

PAIEMENT D'UNE ICCP EN CAS DE LICENCIEMENT POUR INAPTITUDE PHYSIQUE APRÈS UN CONGÉ MALADIE

Le tribunal administratif d'Orléans, reprend les dispositions de l'article 7 de la directive 2003/88/CE en consacrant le droit à indemnisation pour une fonctionnaire des congés non pris du fait de maladie, antérieure à son départ à la retraite anticipé, sur sa demande.

En l'espèce, l'agent a été admis à la retraite au 31 août 2011.

Depuis le 6 août 2010, elle a été placée en congé de longue maladie et n'a pu bénéficier des congés annuels acquis au titre des années 2010 et 2011.

L'agent se voit opposer un refus à sa demande d'indemnisation des congés non pris.

Le TA d'Orléans accorde à l'agent le droit à indemnisation de ses congés annuels acquis et non pris du fait de maladie, période préalable à son départ en retraite. Le juge administratif limite cependant l'indemnisation à 4 semaines par année dans la continuité de la jurisprudence européenne.

TA, Orléans, 21 janvier 2014 n° 1201232